

 <https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/vernon-le-maire-veut-deployer-des-bouto...>

 De

 2 min read

Vernon : le maire veut déployer des boutons d'alerte dans ses écoles - France Bleu

La ville de Vernon (Eure) va **déployer des boutons d'alerte dans les écoles publiques de la commune**. La mesure fait partie d'un **plan de renforcement de la sécurité des établissements scolaires** voté lors du conseil municipal du 29 mars dernier.



Ces boutons d'alerte auxquels pense le maire (DVD) François Ouzilleau sont comparables à ceux qui existent par exemple pour les personnes âgées en cas de chute. *"Des médaillons dont pourront être équipés les personnes des écoles"* explique l'élue mais aussi pourquoi pas des dispositifs fixes *"dans certaines salles des établissements comme cela se fait déjà dans certains services publics"* détaille encore François Ouzilleau. Pour l'instant, les dispositifs précis et la manière dont ils seront mis en place ne sont pas définis, c'est en cours de réflexion mais le principe est là.

"Les établissements scolaires sont des cibles" plaide le maire citant les alertes à la bombe dans de nombreux collèges et lycées ont été la cible ces derniers mois mais aussi [l'assassinat du professeur Dominique Bernard à Arras \(Pas-de-Calais\)](#) en octobre dernier. *"Aucune commune, aucun établissement scolaire n'est à l'abri. Je veux un process très clair où chacun sait ce qu'il a à faire et en plus je veux des moyens techniques"* poursuit François Ouzilleau.

Un déploiement espéré pour la rentrée de septembre

Il espère pouvoir déployer **ces systèmes pour la rentrée de septembre "dans l'idéal"** dans chacune des sept maternelles, sept élémentaires et dans les deux groupes scolaires que compte Vernon. Ces dispositifs d'alerte doivent être couplés à de la **vidéo-surveillance dédiée aux entrées et sorties d'école**. Le déploiement de la vidéo-surveillance prendra plus de temps. Le budget de ce plan, voté en conseil municipal, s'élève à **près de 85 000 euros** que la Ville espère voir financer pour moitié par l'Etat via le fonds interministériel de prévention de la délinquance.

Generated with Reader Mode